

L'Aigle Infos

L'information qu'il vous faut!



HEBDOMADAIRE INDÉPENDANT D'INFORMATIONS GÉNÉRALES N°289 DU LUNDI 14 AOUT 2023 - PRIX: 3000 GNF - ZONE CFA : 500

Interview

NOMINATION DES CHEFS DE QUARTIER ET DE DISTRICT

Les interrogations du Dr Alhassane Makanéra Kaké

P.3



Édito à vue d'Aigle

Les inondations et leur lot de victimes !

Pendant cette saison pluvieuse, des inondations se multiplient en Guinée, au grand dam des pauvres ménages. La liste des victimes ne cesse de s'allonger. Il faut dire que ces inondations s'enregistrent aussi bien à Conakry qu'à l'intérieur du pays, avec leur lot de morts et de dégâts. Il y a plus d'une semaine, on le sait, c'est le jeune Aboubacar Kourouma qui est mort noyé à Coyah, alors qu'il tentait de sauver des personnes en détresse, suite aux inondations... P.2

CHERTÉ DU MARCHÉ P.4



Un membre du PDG-RDA propose des solutions concrètes à court terme

POLITIQUE P.5



Le discours de François Loucény Fall au lancement de son parti, l'UNPG

500 PÊCHEURS TOUCHÉS AUX PARTIES INTIMES P.2



Qui veut étouffer l'affaire?

LOUNCÉNY FALL REDESCEND DANS L'ARÈNE POLITIQUE
Les observations de Fodé Oussou Fofana de l'UFDG P.4

MOHAMED LAMINE KAMISSOKO DU RPG À PROPOS D'ALPHA P.3
« Le peuple a besoin de lui... »

GUINÉE
Le général Sékouba Konaté contre une transition "bâclée" et "précipitée" P.6



Édito à vue d'aigle



Les inondations et leur lot de victimes !

Pendant cette saison pluvieuse, des inondations se multiplient en Guinée, au grand dam des pauvres ménages. La liste des victimes ne cesse de s'allonger. Il faut dire que ces inondations s'enregistrent aussi bien à Conakry qu'à l'intérieur du pays, avec leur lot de morts et de dégâts. Il y a plus d'une semaine, on le sait, c'est le jeune Aboubacar Kourouma qui est mort noyé à Coyah, alors qu'il tentait de sauver des personnes en détresse, suite aux inondations. À Kindia, c'est une sage-femme du nom de Fatoumata Camara qui est décédée elle aussi suite à la chute de sa maison provoquée par les fortes précipitations qui se sont abattues sur la capitale des agrumes. La première dame de la République, Mme Lauriane Doumbouya, accompagnée de certains membres du gouvernement, s'est rendue tour à tour à Coyah et à Kindia pour faire

passer le message de compassion de son époux et offrir des dons aux victimes. Mais comme si tout cela ne suffisait pas, dans la nuit du jeudi 10 au vendredi 11 août, de fortes pluies se sont abattues sur la capitale et Siguiri (Haute Guinée), faisant de nouvelles victimes. À Kobayah, dans la commune de Ratoma, c'est une femme du nom de Mme Bangoura Kadiatou Sylla (Fifi pour les intimes) en service à l'Agence principale de la BCRG qui a trouvé la mort après que sa voiture a été emportée par les eaux. Deux victimes ont été enregistrées à Enta Nord, une autre à Dabompa. Le ministre de l'Administration du Territoire et de la Décentralisation, Mory Condé, et son homologue des Infrastructures et des Travaux publics, Elhadj Gando Barry, ont fait le tour des lieux sinistrés et des familles endeuillées. Une occasion que les deux membres du gouvernement de transition ont mise à profit pour conseiller aux citoyens de ne pas construire dans les zones inondables ou sur les conduites d'eau. Ces inondations de Coyah, Kindia, Siguiri et Conakry ont aussi causé d'importants dégâts. Une situation qui devrait interpeller les services compétents de l'Etat.

Comme il fallait s'y attendre, ce sujet d'actualité s'est invité à l'assemblée générale hebdomadaire de certaines formations politiques du pays. C'est le cas par exemple de l'Union des Forces Démocratiques de Guinée (UFDG) qui, par la voix de son vice-président, Kalémodou Yansané, a pointé la responsabilité de l'Etat et des nantis dans ces inondations ayant endeuillé beaucoup de familles. Des constructions anarchiques se font sur les canaux d'évacuation d'eau et dans les bas-fonds au vu et au su de tout le monde. Et ce qui doit arriver en pareille circonstance arrivera sans crier gare. A méditer.

Kéfina Diakité

500 PÊCHEURS TOUCHÉS AUX PARTIES INTIMES

Qui veut étouffer l'affaire?

Le 12 mai 2023, l'on s'en souvient, une communication officielle a confirmé les brûlures subies par des pêcheurs en haute mer, dans les eaux territoriales guinéennes. Quelque cinq cents pêcheurs ont été touchés par cette éruption cutanée, dans des ports de Conakry jusqu'à l'intérieur, dont certains ont été atteints au niveau de leurs parties intimes.



Après deux semaines, le rapport d'analyse de l'Institut National de la Santé Publique a confirmé que cet état de fait a été causé par des produits chimiques déversés en haute mer. Force est de reconnaître, selon le secrétaire chargé des affaires extérieures, de la communication et de l'information de la Fédération Nationale des Pêcheurs Artisans, qu'à travers l'appui de l'ambassade d'Amérique, cinq navires ont été identifiés, même si les autorités n'ont pas communiqué les noms des sociétés.

« Il n'y a que deux ports qui sont habilités à recevoir ces gros navires : le port de Conakry et celui de Kamsar. Ce sont les seuls ports où l'on peut trouver des commandants de port. D'autres minéraliers ont été construits, mais ils n'ont pas de commandants, et par conséquent, pas d'administration. Ces nombreux navires qui circulent dans nos eaux agissent de manière irresponsable dans différentes zones. Un constat a révélé que la bauxite transportée par ces navires posait des problèmes. Il fallait donc nettoyer les cuves des navires dans lesquelles la bauxite est placée avant d'être transportée. En nettoyant les cuves des bateaux, ils ont utilisé des produits chimiques, et ce sont ces produits chimiques qui ont provoqué ce problème d'éruption cutanée chez les pêcheurs », a dénoncé Fodé Idrissa Kallo, le secrétaire chargé des affaires extérieures, de la communication et de l'information

de la Fédération Nationale des Pêcheurs Artisans.

Par ailleurs, même si le ministre de la Justice a donné instruction au procureur général de poursuivre l'affaire en justice, cet acteur de la pêche artisanale déplore l'inertie des autorités dans la gestion de ce cas. Idrissa Kallo dénonce une volonté des responsables d'étouffer cette affaire au détriment de la pauvre fédération artisanale, qui ne dispose ni de gros moyens ni de puissantes connexions. « Pour le moment, on sait que le procureur a reçu instruction de poursuivre, mais il n'y a pas encore eu de grandes avancées. La profession de la pêche artisanale, faute de moyens et de cabinet d'expertise maritime national, se trouve impuissante. Pour poursuivre ces navires minéraliers, il faut avoir de puissants soutiens. Car ces sociétés comptent de nombreuses personnalités influentes parmi elles. Elles sont conscientes de la gravité de leurs actes, car cela pourrait nuire à la crédibilité de ces différentes sociétés. C'est pourquoi elles tentent d'étouffer l'affaire », s'est-il indigné. Affaire à suivre...

Mamadou Oury





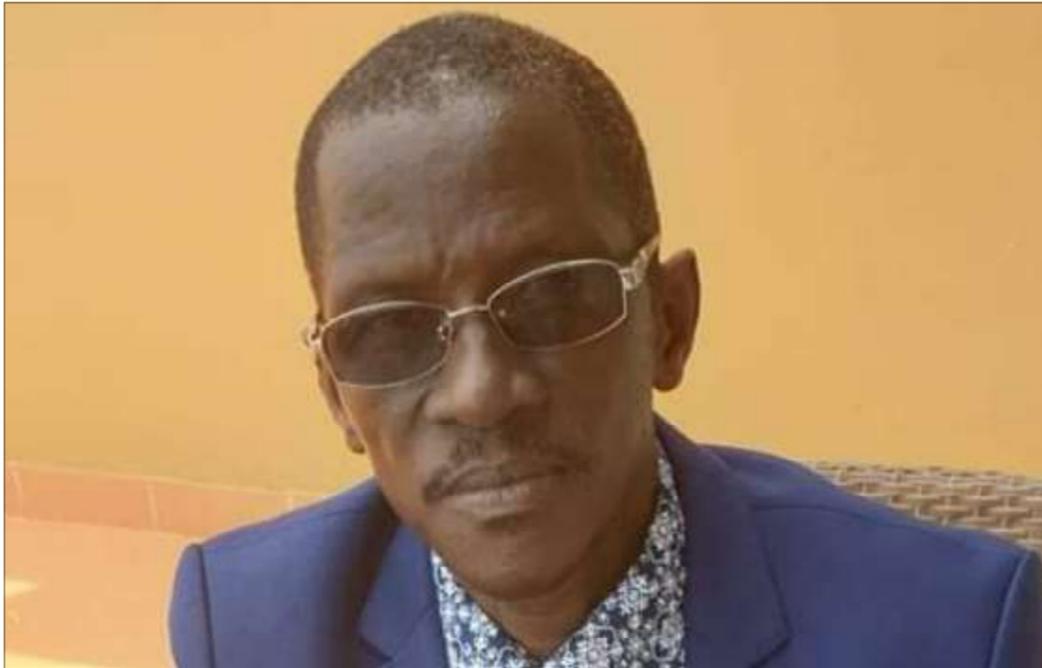
NOMINATION DES CHEFS DE QUARTIER ET DE DISTRICT

Les interrogations du Dr Alhassane Makanéra Kaké

Alhassane Makanéra, économiste et docteur en droit est lui aussi surpris par la décision du colonel Mamadi Doumbouya, de faire nommer désormais les chefs de quartiers par les Gouverneurs. Cet ancien membre de l'UFR dit n'avoir jamais vu un tel décret venir. Dans cet entretien avec votre hebdomadaire, cet enseignant des cours de droits pense que cela pourrait créer des soucis au régime qui viendra après la transition.

L' Aigleinfos : À travers un décret lu le mercredi 09 août à la télévision nationale, le président de la transition a annoncé que désormais, les chefs de quartier et de district seront désignés par les Gouverneurs. Que pensez-vous de cette décision du colonel Mamadi Doumbouya ?

Alhassane Makanéra Kaké: Ce décret vient régler une situation qui était confuse parce qu'il n'y avait pas une disposition qui disait clairement qui doit nommer les chefs de quartier ou district et quels sont les modes de désignation jusqu'au moment où il y eu le code électoral révisé. Mais, le problème que nous pouvons avoir avec ces nominations, est quel serait le statut de ces chefs de quartier ? Parce que s'ils sont nommés, cela voudrait dire qu'ils sont dans le cadre d'un service public. Donc, ils seront rémunérés. Mais est-ce qu'ils seront rattachés à la fonction publique locale qui est en voie de création ? J'aimerais bien ajouter que le problème de quartier est plus important que ce qu'on croit. Pour les acteurs politiques, consciemment ou inconsciemment, si vous avez un quartier ou district, vous



avez son électorat. C'est pourquoi, pour la transition c'est une bonne chose mais après la transition c'est un dossier qui sera remis sur table pour qu'il y ait un débat sérieux et consensuel autour de la question.

L'Aigleinfos : En prenant ce décret, le Colonel met un terme aux dispositions spéciales relatives aux conseils de quartier et de district dans la loi organique portant code électoral révisé. Que disait le code ?

Alhassane Makanéra Kaké: C'est le code qui désigne. C'est très simple mais c'est quelque chose qui était difficile à mettre en œuvre. C'est l'une des raisons pour laquelle qu'on n'a pas pu installer les chefs de quartier conformément à cette loi.

L'Aigleinfos : Quelle lecture faites-vous des critères de ce nouveau décret qui dit qu'il faudra avoir au moins 21 ans, avoir résidé dans ce quartier ou district 10 ans, savoir lire et

écrire en français pour être désigné pour ce poste ?

Alhassane Makanéra Kaké : Ce sont des critères très objectifs mais seulement dans la contextualisation c'est un problème parce que nous avons des districts où il est difficile de trouver quelqu'un qui sait lire et écrire, et vous avez des districts où à cause de la notabilité, des moyens et autres critères qui ne sont pas pris en compte par ce décret, ils sont là. Maintenant, comment gérer un district dans

lequel il n'y a personne qui répond à ces critères. Là, je vous le garantis qu'il en a.

L'Aigleinfos : Si ce sont les Gouverneurs qui vont désigner les chefs de quartier et de district, à quoi vont servir désormais les élections communales ?

Alhassane Makanéra Kaké: C'est ce qui rend d'ailleurs complexe cette décision. Le statut juridique qu'on va donner au quartier c'est important. Est-ce que le quartier sera une collectivité déconcentrée ? Et là, on va voir leur relation avec les maires. Et s'il y a les élections communales, ça sera encore plus compliqué parce que la gouvernance communale sera un problème. Imaginez si un conseil de quartier ou chef de district relève du Gouverneur parce que c'est lui qui l'a nommé, je me demande comment il pourra être géré par le maire ? C'est ça la grande question.

L'Aigleinfos: Merci à vous Dr Alhassane Makanéra Kaké !

Alhassane Makanéra Kaké : Merci à vous également.

Entretien réalisé par Samuel Demba. D

MOHAMED LAMINE KAMISSOKO DU RPG À PROPOS D'ALPHA

« Le peuple a besoin de lui... »

Mohamed Lamine Kamissoko, membre du bureau politique du RPG Arc-en-ciel, demande aux militants du parti de se battre pour le retour du professeur Alpha Condé, parce que selon lui, le peuple a encore besoin de lui. Il l'a fait savoir lors de l'assemblée générale hebdomadaire qui s'est tenue le samedi 12 août.

« Je m'en vais vous poser la question est-ce que vous mangez bien aujourd'hui ? Est-ce que vous pouvez vous soigner aujourd'hui ? Est-ce que vous avez la facilité de se déplacer ? Non répond le militant ! Mais alors pourquoi

le coup d'Etat ? Parce que vous avez dit que le Pr Alpha Condé a pris le peuple de Guinée en otage, parce que le Pr Alpha Condé a instrumentalisé la justice, a entraîné la gabegie financière, le détournement, la corruption, le blanchiment de capitaux ; et aujourd'hui, comment est la justice ? Nos cadres sont en prison, vous attribuez des infractions aux gens, vous les trimballez directement en prison sans jugement. Vous les gardez pendant plus d'un an, mais où est la justice ? Qu'est-ce que la justice dit ? Donc nous, militants et responsables du RPG est-ce

que c'est à nous d'oublier ce parti à cause de 500.000, 600.000 fg. Parce qu'aujourd'hui quand vous entendez le pouvoir militaire, c'est comme ça : la corruption, la manipulation par les biais des escrocs scientifiques qui ont fait croire à Alpha qu'ils sont avec lui et qui font croire à Mamadi Doumbouya qu'il est le Dieu sur terre. Voilà ce qui se passe aujourd'hui, et tout cela réuni entraîne le malheur de la population, et ce malheur là ira en crescendo tant que le régime militaire est là. Aucun régime militaire à travers le monde ne peut développer un pays, c'est faux. Depuis le

coup d'État du 5 septembre, quel est le prix du sac de riz aujourd'hui, quel est le prix du sac de piment, quel est le prix du sac d'oignons aujourd'hui ? Ça veut dire que le pouvoir d'achat du Guinéen s'est rabaisé. Battons-nous pour que le Professeur revienne. Le

peuple a besoin de lui », a martelé l'honorable Mohamed Lamine Kamissoko lors de l'assemblée générale hebdomadaire du RPG Arc-en-ciel, ancien parti au pouvoir.

Balla Sangaré



INTERVIEW

CHERTÉ DU MARCHÉ

Un membre du PDG-RDA propose des solutions concrètes à court terme

Le panier de la ménagère est une véritable préoccupation pour la population. Arphan Kaba, membre du bureau politique du PDG RDA n'est pas surpris de l'inflation de ces prix mais pense que cette situation peut-être surmontée si les politiques publiques investissent dans la main-d'œuvre locale et s'ils pensent à relancer des usines dont l'arrêt crée un chômage dans le pays.

L'Aigleinfos : Nous constatons depuis un certain temps, l'augmentation des prix de certaines denrées de première nécessité comme le riz, l'oignon, le sucre,... sur le marché guinéen. Comment expliquez-vous cette situation ?

Arphan Kaba : Il faut tenir compte d'un certain nombre de facteurs. Premièrement, la situation dans laquelle nous nous trouvons est mondiale. Et pour déceler les erreurs, corriger les différentes imperfections qui gangrènent un peu cette réalité particulière, il va falloir en tant que parti politique PDG RDA proposer des solutions salvatrices pour accompagner le gouvernement. C'est pourquoi nous avons constaté depuis quelques jours, la hausse du prix de l'oignon, du sucre, du riz,...



c'est pourquoi nous voulons apporter des propositions.

L'Aigleinfos : En parlant de propositions, quelles sont les mesures à prendre pour améliorer le pouvoir d'achat du Guinéen ?

Arphan Kaba : Pour ce qui est des mesures, il faut

identifier les différentes zones agricoles du pays. Pour cela, il faut aller vers ces zones spécifiées. Prenons la Basse Côte, les plaines de Monson, de Kaback, de Mankountan,...ces plaines-là peuvent être mises en valeur pour la culture du riz, et nous pouvons même diversifier puisqu'au-delà du

riz, il y a d'autres produits spécifiques. Mais pour ce qui est de l'oignon, nous avons des vastes plaines en Haute Guinée pour la culture de l'oignon. C'est en cela que l'Etat doit s'investir pour équiper ces populations. Créer de véritables banques agricoles pour encourager cette initiative ; retrouver l'Institut Supérieur et d'Enseignement de Faranah puisque là-bas, nous formons des agronomes. Nous n'avons pas besoin de réinventer la roue. Alors, entrer en contact avec l'Institut et demander des jeunes à déployer dans les différentes zones agricoles. Sur le sucre, nous avons connu l'usine de sucre de Koba qui apportait suffisamment à la Guinée mais qui malheureusement n'existe plus. Donc il faut repartir vers ces gens-là car cette usine créait des milliers d'emplois.

L'Aigleinfos : Quand vous parlez de la réhabilitation de certaines entreprises et le réaménagement des plaines, tout cela est bien mais que peuvent être des propositions à moins terme pour soulager le panier de la ménagère ?

Arphan Kaba : Ces propositions ne peuvent pas être mises en place à long terme parce qu'en un mois, nous pouvons enclencher les choses pour se retrouver dans une année de récolte puisque nous avons notre chambre de récolte à Kindia qui peut nous permettre de produire le riz chaque trois mois. Il faut avoir une politique sérieuse. Ce n'est pas un rêve, mais c'est possible. Il suffit simplement de s'y mettre.

L'Aigleinfos : Dans une tribune que vous avez fait publier dans la presse, vous appréciez la restitution des Cases de Bellevue et la rebaptisation de l'aéroport au nom du président feu Ahmed Sékou Touré. Quel est le lien avec les propositions que vous avez faites ?

Arphan Kaba : Nous estimons qu'il a fallu un Guinéen comme le colonel Mamadi Doumbouya pour prendre une telle décision. Sinon, il y a eu beaucoup de chefs d'Etat après Ahmed Sékou Touré. Le bon sens voudrait que c'est nous qui devons à cet homme pour ce qu'il fait pour ce peuple. La preuve en est que nous parlons des acquis qu'il a pu concevoir que nous devons rétablir pour permettre à la Guinée d'avoir une véritable indépendance. L'indépendance politique est une chose mais l'indépendance économique est le moteur de toute liberté et de fierté.

L'Aigleinfos : Merci à vous Monsieur Arphan Kaba !

Arphan Kaba : Merci à vous

Entretien réalisé par Samuel Demba. D

LOUNCÉNY FALL REDESCEND DANS L'ARÈNE POLITIQUE

Les observations de Fodé Oussou Fofana de l'UFDG

Lors de l'assemblée générale hebdomadaire de l'UFDG qui s'est tenue le samedi 12 août, un des vice-présidents du parti, Dr Fodé Oussou Fofana, le vice-président du parti, est revenu sur le lancement du nouveau parti de François Fall dénommé l'Union Nationale des Patriotes de Guinée (UNPG).

« J'ai eu un entretien sincère, honnête avec Lounceny Fall. Je lui ai dit qu'il a été Premier ministre, le président Cellou a été Premier ministre. Lounceny Fall est compétent, le président Cellou Dalein est compétent, Lounceny Fall est humble, le président Cellou est humble,

Lounceny Fall veut être président, Cellou Dalein veut être président. Si Lounceny Fall II a créé son parti pour aller être président, nous l'attendrons pendant les élections. Mais s'il devient un soutien du CNRD, on ne se verra jamais. Tous ceux qui sont soutien du CNRD, on n'a rien à voir avec eux. J'espère que le parti est créé, comme je le connais, c'est un diplomate, il s'est engagé à rassembler les Guinéens, je pense qu'il va le faire. Et sur ça, il peut compter sur nous comme l'a dit Kalémodou Yansané. Ici, il n'y a pas de mouvance, il n'y a pas d'opposition », a fait savoir Dr Fodé Oussou

Fofana, un des vice-présidents de l'UFDG.

Il faut noter que depuis des mois, Cellou Dalein Diallo, le président de l'UFDG, qui est cité dans l'affaire Air Guinée, a carrément élu domicile à Dakar. Quant au président de l'UFR, Sidya Touré, il prolonge son séjour à Abidjan où les rumeurs l'ont récemment nommé à un poste de conseiller à la vice-présidence de la Côte d'Ivoire. Des rumeurs qui, on le sait, ont été démenties par Fodé Baldé, responsable de la communication digitale de l'UFR.

Kèfina Diakitè

POLITIQUE

Le discours de François Louncény Fall au lancement de son parti, l'UNPG

L'ancien Premier ministre guinéen, François Louncény Fall, est désormais à la tête d'un nouveau parti dénommé Union Nationale des patriotes de Guinée (UNPG). Le samedi 12 août, à la cérémonie de lancement de ladite formation politique, ce grand diplomate a fait un discours dont nous vous proposons ici l'intégralité. Lisez...

« Distingués invités, chers camarades, l'édification d'une Guinée unie et prospère, hier comme aujourd'hui, a été la constante de mon engagement politique et de mon action publique. Servir, a toujours été au cœur de mon combat au quotidien aux différents postes de responsabilité que j'ai eu l'honneur et le privilège d'assumer au service de notre pays et de la paix dans le monde durant les quatre dernières décennies.

C'est au regard des enjeux actuels et futurs auxquels fait face notre pays et de l'appel pressant de nombreux compatriotes de toutes les régions naturelles du pays m'encourageant à me réengager dans la politique, que j'ai décidé, avec des filles et fils du pays portant les mêmes aspirations et les mêmes valeurs, de créer le mouvement politique dénommé :

Union Nationale des Patriotes de Guinée. UNPG.

Nous sommes réunis ici aujourd'hui pour célébrer un moment historique sous la bannière de l'Union Nationale des Patriotes pour le bien, rien que pour le bien de notre cher pays, la République de Guinée.

Je suis honoré de me tenir devant vous en tant que fondateur de ce grand parti. En cette circonstance exceptionnelle, je suis honoré de partager avec vous ma vision pour notre Nation afin de réussir ensemble, tous ensemble, le sursaut patriotique qui s'inscrira en lettres d'or dans les annales de l'Histoire.

Ensemble, nous sommes et serons toujours plus forts. L'Union Nationale des Patriotes incarne l'unité, la fraternité et la solidarité entre toutes les composantes de notre société. Nous croyons fermement que la diversité de notre nation est notre plus grande richesse. C'est en valorisant nos différences culturelles, ethniques et sociales que nous pourrions avancer vers un avenir plus prospère.

Ce parti politique ouvert à tous, se définit comme un rassemblement de Guinéennes et de Guinéens, soucieux de servir la Guinée et de contribuer efficacement à son développement harmonieux, en vue de satisfaire les besoins



essentiels des populations.

Sur la voie de cette exaltante mission, nous aurons à cœur d'œuvrer avec toutes les compétences, aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays, pour consolider les fondements du développement économique et social de notre pays.

Le sens de notre rassemblement politique est de bâtir les fondements d'une société démocratique qui assurera à chaque Guinéen une vie sociale fondée sur le mérite et la compétence. Pour atteindre cet ambitieux et noble objectif, nous engagerons les réformes indispensables à l'émergence économique du pays.

Notre projet de programme qui à ce stade n'est qu'une esquisse se décline de la manière suivante :

L'un des tout premiers chantiers que nous allons ouvrir ensemble, sera la diversification de l'économie nationale en privilégiant la modernisation de l'agriculture avec des moyens financiers et techniques conséquents pour financer les projets agricoles. La création d'une banque de développement agricole sera un socle sur lequel reposera cette nouvelle politique agricole.

L'utilisation rationnelle et la transformation sur place de nos ressources naturelles s'inscrit en priorité dans notre programme. Elle sera un puissant levier de développement. C'est elle qui nous fournira une indispensable valeur ajoutée. C'est elle qui débouchera sur

d'unités industrielles, de petites et moyennes entreprises sera enclenchée dès les premiers mois après l'élection, si, comme nous l'espérons vivement, l'UNPG l'emporte.

Pour mieux s'adapter à ce vaste programme d'industrialisation, l'enseignement technique et professionnel bénéficiera de moyens considérables.

Double enjeu, l'accès à l'éducation pour tous et la couverture sanitaire universelle occuperont une place importante dans notre programme. Le nombre d'écoles, d'universités, de centres de santé, d'hôpitaux sera augmenté de manière exponentielle. Qui dit bons cadres, bons enseignants, bons personnels de santé bons médecins, dit bonne, très bonne formation. Dans le domaine de l'éducation et de la santé la priorité ne sera pas donnée qu'aux infrastructures, elle le sera aussi et surtout à la formation. Les deux iront de pair.

Cela est une évidence. Un pays ne peut s'industrialiser sans l'électricité. Les pays qui se sont industrialisés avant nous sont passés par cette transition obligatoire. Dans un pays, aucun secteur ne peut se développer sans l'électricité. L'électrification de toutes les villes et la construction de micro-barrages pour l'électrification de toutes les communautés rurales du pays seront au cœur de notre programme. En cette matière, Une véritable offensive sera menée. Dès la proclamation des résultats des élections présidentielles et si bien sûr nous l'emportons comme nous l'espérons, nous commencerons le travail en lançant les bases de notre plan d'électrification. Pour ce faire, nous n'attendrons pas les apports étrangers, nous commencerons par utiliser les ressources internes avant de nous adresser tous azimuts aux bailleurs de fonds bi et multilatéraux. Nous utiliserons à bon escient comme il va de soi aux multiples canaux de nos nombreuses relations à travers le monde.

Dans notre programme, les moyens de transport ne seront pas en reste. Les moyens de transports terrestres, maritimes, fluviaux, ferroviaires et aériens seront dans nos priorités. Nulle part au monde, il n'y a eu de développement

sans moyens de transport conséquents. La mobilité permanente des personnes et des biens est une condition sine qua non du développement. Si nous, si l'UNPG l'emporte, nous entreprendrons une véritable expansion de ce secteur. En plus des investissements indispensables de l'État, notamment dans les infrastructures que nous allons moderniser, nous ouvrirons largement la concurrence au secteur privé en lui accordant de nombreuses facilités.

En tant que patriotes, nous sommes conscients que la véritable transformation socio-économique de notre pays passera par des transitions essentielles, notamment dans le domaine du numérique, du territorial, du démographique et de l'énergétique. Nous engagerons une transition numérique pour moderniser notre économie et rendre notre pays compétitif et attractif à l'échelle mondiale. Nous développerons les infrastructures numériques et énergétiques pour faciliter l'accès à l'énergie, à l'information et aux services, tout en investissant dans la formation et le développement des compétences, en particulier de nos jeunes.

Il est également impératif d'entamer une transition territoriale en promouvant une urbanisation équilibrée et maîtrisée. Nous créerons des pôles de développement régionaux pour désengorger les grandes villes, améliorer les conditions de vie dans les zones rurales et favoriser un développement harmonieux de tout le territoire.

Enfin, nous ferons en sorte que la transition démographique en cours dans notre pays soit bénéfique à la croissance économique. Nous mettrons en place des politiques efficaces pour accompagner notre population dans cette phase cruciale de son développement.

Pour parachever notre investissement dans le domaine combien primordial du numérique nous ouvrirons un pôle d'inventions, de découvertes, genre « Silicone Valley » à échelle guinéenne, aux chercheurs Guinéens, aux Africains et à tous les porteurs d'idées et d'innovations du monde. Ce nid de startup que

(Suite page 6)

POLITIQUE

Le discours de François Louncény Fall au lancement de son parti, l'UNPG

nous adosserons à l'une de nos zones industrielles sera progressivement doté des équipements les plus performants et relié aux structures de même nature évoluant sur notre continent et partout ailleurs dans le monde. Si l'Afrique doit rattraper son retard sur les autres parties du monde, ce ne peut être que dans le domaine du savoir productif. Cette idée n'est pas du domaine du rêve, mais d'une réalité à portée de main.

La bonne réalisation de cet ambitieux programme nécessitera la mobilisation, la sécurisation et la bonne utilisation des ressources financières sans lesquelles rien ne sera possible. La lutte contre la corruption sera au cœur de notre engagement et j'y veillerai. Dans un contexte mondial et sous-régional marqué par des transformations géopolitiques

complexes, une poussée de l'extrémisme violent et une insécurité grandissante dans la

région, l'Union Nationale des Patriotes se positionne comme un rempart pour la Guinée.

Pour riche qu'il soit rien, absolument rien dans le programme que je viens de vous présenter ne sera pleinement efficient que s'il s'inscrit dans la trajectoire d'une réconciliation nationale véritable des Guinéens.

Au plan politique, la réconciliation nationale s'impose comme une priorité pour l'UNPG. Cette réconciliation nous ne pouvons aucunement continuer à en faire l'impasse. En effet, au risque de fragiliser davantage le tissu social et de compromettre son développement socio-économique la Guinée après tant de tragédies et tant d'événements douloureux qui ont jalonné son histoire, qui ont frappé sans exception toutes ses communautés dans leurs chairs et dans leurs âmes, la Guinée dis-je, ne saurait faire comme si jamais rien ne s'y était passé. Ce serait, à n'en pas douter, mener une politique d'autruche.

A l'aube de cette nouvelle ère, il nous faut impérativement crever l'abcès, accepter de nous parler, surtout de nous pardonner les uns et les autres. Il nous faut en effet pouvoir extirper les rancœurs de nos cœurs meurtris afin de créer les conditions morales, psychologiques et sociales d'un meilleur vivre ensemble. Ce vivre ensemble, j'insiste, est indispensable pour bâtir dans l'unité, la fraternité la Guinée nouvelle, la Guinée de demain à laquelle nous aspirons légitimement tous et chacun.

Cette action salvatrice, plus qu'une nécessité, est pour l'UNPG un impératif politique. Elle figure au cœur de son

programme. Aussi, j'invite ici et maintenant, toutes et tous à s'inscrire, dans cette démarche, à se l'approprier individuellement et collectivement pour libérer notre pays des forces occultes qui entravent et freinent son envol depuis plusieurs décennies.

C'est de cette manière, seulement de cette manière, au travers d'une telle démarche collective que l'espoir dans toute sa plénitude peut renaître pour un développement harmonieux et rapide de notre pays et pour son émergence à l'horizon des années à venir.

C'est dans cette perspective que l'UNPG entend accorder renforcement du tissu social et de l'état de droit dans une fraternité sincère entre toutes les filles et tous les fils de la Guinée, notre pays qui nous est si cher à tous.

Face aux défis pressants qui se dressent devant notre Nation, nous reconnaissons l'importance cruciale d'une gouvernance forte, d'une réconciliation nationale véritable et sincère et d'une transformation socio-économique radicale.

En tant que patriotes engagés, nous comprenons que la stabilité et la prospérité de notre pays dépendent de notre capacité à faire face aux menaces transfrontalières et à

bâtir une société résiliente et solidaire. L'UNPG s'engage fermement à renforcer la sécurité intérieure, à œuvrer pour la paix régionale et à travailler en étroite collaboration avec nos partenaires internationaux pour contrer le terrorisme et l'extrémisme violent. Ensemble, nous protégerons notre Nation, préserverons nos valeurs et nos acquis. Ainsi, nous ouvrirons la voie vers un avenir prometteur pour tous les Guinéens sans distinction aucune.

Mes chers compatriotes, je vous exhorte à rejoindre l'Union nationale des patriotes. Rejoindre l'UNPG, c'est participer à ce sursaut patriotique et embrasser une cause qui transcende les divisions et les différences. Rejoindre l'UNPG, c'est être un artisan du changement positif, c'est être un artisan du progrès et un gardien de la paix. Je ne doute pas un seul instant que les anciens militants et responsables de notre cher FUDEC seront les premiers soutiens de cette nouvelle formation politique pour poursuivre l'idéal qui nous avait réunis.

Nous aspirons à un avenir où chaque Guinéen pourra se réveiller chaque matin avec espoir et confiance, en sachant qu'il fait partie d'une nation qui se soucie de lui et croit en son potentiel.

Ensemble, nous construisons une Guinée forte, prospère et respectée, une Guinée qui sera un modèle de réussite en Afrique et dans le monde. En vue d'assurer le succès d'une telle action salvatrice pour le pays, Je tends la main, une main fraternelle à tous et je m'engage à mettre toutes mes capacités et ma modeste expérience au service de cette cause.

Chers compatriotes les éléments que je viens de mentionner ne sont que l'esquisse du programme préliminaire du parti. Cette esquisse est loin d'être exhaustive. Le programme enrichi et complet sera établi par les instances du parti que nous mettrons ensemble en place à la suite d'élections libres et transparentes.

Nous demeurons convaincus que rien de tout cela ne sera possible sans la grâce de Dieu. J'implore Allah le Tout Puissant et Miséricordieux de nous inspirer, de guider nos pas et de nous donner la force et les moyens de mener à bien cette noble mission au bénéfice de tous les Guinéens.

Que Dieu bénisse la Guinée et les Guinéens. », a dit dans son discours l'ancien Premier ministre François Louncény Fall, désormais président de l'UNPG.

Kéfina Diakité

SUSPENSION DE L'AIDE AU BURKINA FASO, AU NIGER ET AU MALI

Quelles conséquences sur le développement et les finances publiques ?

La décision de la France de suspendre l'aide au développement et les appuis budgétaires au Burkina Faso, au Niger et au Mali suite aux coups d'État qui ont eu lieu dans ces pays suscite des interrogations quant à ses conséquences sur le développement et les finances publiques. Cette mesure, annoncée par le ministère des Affaires étrangères français, vise à exprimer la désapprobation de la France à l'égard des récentes prises de pouvoir militaires en Afrique de l'Ouest.

Au Burkina Faso, l'arrêt de l'aide au développement et des appuis budgétaires représente une somme relativement modeste de 13 millions d'euros pour l'exercice 2022, soit moins de 1% du budget de

l'État burkinabè. Comparé aux montants alloués à d'autres pays par la France, tels que la Côte d'Ivoire et le Cameroun, cette suspension semble avoir un impact minime sur les finances publiques du Burkina Faso.

De même, au Niger, l'aide de la France d'environ 120 millions d'euros en 2022, représentant moins de 3% du budget de l'État, ne semble pas compromettre la stabilité financière du pays. Pour le Mali, dont l'aide de la France a également été gelée, les octrois s'élèvent à 310 milliards Fcfa entre 2013 et 2017, soit environ 10% du budget de l'État malien. Bien que cette suspension puisse créer des difficultés dans l'exécution du budget, son impact sur les finances publiques est

relativement limité.

Il convient toutefois de noter que la suspension de l'aide multilatérale par d'autres institutions internationales en solidarité avec la France pourrait compliquer davantage la situation financière de ces pays. Cela est particulièrement préoccupant pour le Niger, qui dépendait en 2022 à hauteur de 52,9% de ses recettes totales des ressources extérieures.

Malgré les conséquences relativement minimes de la suspension de l'aide au développement et des appuis budgétaires par la France, il est important de souligner que ces mesures pourraient entraver les efforts de développement et la mise en œuvre des politiques publiques dans ces pays. Les conséquences à



plus long terme sur les populations et les projets de développement restent à évaluer.

La suspension de l'aide au Burkina Faso, au Niger et au Mali par la France a un impact financier relativement limité. Cependant, il est essentiel de rechercher des solutions durables à ces situations de

crise politique afin de garantir la stabilité et le développement de ces pays. La collaboration et le dialogue entre toutes les parties concernées demeurent des éléments indispensables pour trouver des solutions viables et favoriser la prospérité régionale.

Camerounactuel.com

GUINÉE

Le général Sékouba Konaté contre une transition "bâclée" et "précipitée"

Depuis l'étranger, le général Sekouba Konaté, ancien président de la transition et organisateur de la présidentielle de 2010, a fait récemment une sortie pour apporter son soutien au CNRD et dire tout le mal qu'il pense d'une transition bâclée et précipitée dans notre pays.

Len dépit de l'immense richesse de son sol et de son sous-sol, la Guinée, de son indépendance à ce jour, peine sérieusement à se hisser au rang des pays prospères. Le bilan des régimes qui ont eu à se succéder pendant plus de 60 ans est loin d'être reluisant au triple plan politique, économique et social. Sous le régime déchu, le tissu social était fortement entamé. Les tueries et autres graves atteintes aux droits de l'homme ne se comptaient plus. Sans compter la corruption, l'impunité, le détournement de deniers publics, le népotisme et la division sur des bases irrationnelles qui avaient fini de gangréner des pans entiers de la société, avec tous les risques que cela comporte.

C'est après avoir tiré les leçons de cette situation préoccupante que le colonel Mamadi Doumbouya, alors commandant du Groupement des Forces Spéciales, a pris ses responsabilités le 5 septembre 2021 en s'emparant du pouvoir. Il s'est ensuite engagé à refonder l'État, à rassembler les Guinéens de l'intérieur et de la diaspora et à poser les bases solides d'un développement harmonieux et durable du pays.

Pour certains, le CNRD et son président patriote ont donc besoin de temps pour mener à bien cette noble et exaltante mission dans l'intérêt supérieur de la nation. Pour eux, ce serait donc contre-productif d'exercer quelque pression que ce soit sur les autorités de la transition. Pour d'autres par contre, il faut aller vite aux élections libres et transparentes pour remettre le pouvoir aux élus. Cette catégorie soutient que les militaires doivent s'occuper exclusivement de la défense de l'intégrité du territoire national.

Ils sont de plus en plus nombreux ceux qui pointent ce qu'ils considèrent comme le non-respect des engagements pris le 5 septembre 2021 par les tombeurs d'Alpha Condé. La Guinée et la CEDEAO se sont mis d'accord sur un chronogramme de 24 mois (à compter de janvier 2023) pour organiser des élections libres et transparentes en vue d'un retour apaisé à l'ordre constitutionnel. Cette sortie du général Sékouba Konaté va-t-elle apporter de l'eau au moulin de tous ceux qui pensent, à tort ou à raison, que le CNRD et son président ont l'intention de s'éterniser au pouvoir ? C'est la question que beaucoup se posent.

Kéfina Diakité

CELLOU BALDÉ À L'AG DE L'UFDG « Sous l'ère CNRD, nous avons perdu plus de 25 de nos compatriotes... »

Cellou Baldé, le responsable des Fédérations de l'UFDG de l'intérieur a mis à profit l'Assemblée Générale hebdomadaire de l'Union des Forces Démocratiques de Guinée, qui s'est tenue le samedi 12 août, pour railler l'humanisme d'un ministre du CNRD ayant procédé récemment à la distribution d'argent et de motos aux victimes des manifestations politiques sous le régime Alpha.

« Pendant cette semaine, nous avons assisté à des œuvres de charité, nous avons assisté à des distributions de motos, nous avons assisté à des distributions d'argent... Je vais rendre un hommage à ses vice-présidents, à la direction du parti, qui, depuis les années 2010, depuis le 3 avril 2011, depuis que Zakariaou est tombé sous les balles de ceux qui sont censés nous défendre, l'UFDG et son président n'ont ménagé aucun effort pour assister les victimes des répressions sauvages des régimes qui nous ont gouvernés dans ce pays... Nous nous rappelons à un moment donné également des leaders politiques en 2015, en 2017 et en 2020 se sont adonnés aux mêmes pratiques. Ils sont allés prendre des handicapés à vie, les faire parler devant les médias pour dire que l'UFDG ne les soutient pas, ce qui n'était pas vrai. Parce que des militaires, des



gendarmes, des policiers qui sont censés les protéger ont tiré sur eux... de les faire parler à des télévisions, dans des médias pour qu'ils disent que l'UFDG ne les soutient pas. Ce qui n'était pas vrai... Depuis le mois de juillet 2022 jusqu'à maintenant, sous l'ère du CNRD, nous avons perdu plus

de 25 de nos compatriotes. Nous demandons à ce ministre qui veut faire de la charité, à ce ministre soucieux de la vie des victimes, de se battre pour que justice soit rendue aux victimes...», a déclaré Cellou Baldé, l'ancien député uninominal de Labé.

Kéfina Diakité

NOMINATION EN VUE DES CHEFS DE QUARTIER

L'UFR monte au créneau et dénonce

Le samedi, 12 août 2023, l'Union des Forces Républicaines (UFR) a tenu son assemblée générale hebdomadaire à son siège national à Matam. Le parti de Sidya Touré, par la voix son responsable de la Jeunesse, Ousmane Tolo Soumah, est monté au créneau pour attaquer cette décision prise par les autorités de la transition.

« Nous pensons qu'en nommant ou désignant les chefs de quartier, cela peut toujours nous ramener dans les situations conflictuelles au niveau des districts et des quartiers. Et donc, nous ne sommes pas dedans. Nommer Abou alors que les citoyens du quartier ne sont pas pour Abou mais que ce nommé Abou est

en relation avec un gouverneur ou avec un parti politique et qu'il faut le désigner, ça va créer des problèmes. En tout cas, les citoyens ne seront pas du tout d'accord. Nous, nous savons que la nomination des chefs de quartier est plus difficile que les élections présidentielles, parce que c'est une élection de proximité... Si nous dialoguons, certainement nous allons trouver des voies et moyens pour faire ces accords là en proposition de loi que nous allons soumettre au CNT pour validation. Mais si de façon unilatérale, comme nous le voyons aujourd'hui, comme on voyait avant, le Président prend un décret sur une question essentielle pour dire que c'est les gouverneurs qui doivent nommer les chefs de quartier, certainement ils ont un

agenda caché. Pourquoi veulent-ils nommer ces chefs de quartier et chefs de district sans l'accord des partis politiques et les organisations de la société civile? Mamadi Doumbouya n'a qu'à faire beaucoup attention avec ceux qui le conseillent souvent sur la prise de certaines décisions comme celle qu'on vient de voir. Vous n'avez pas fini avec la nomination des délégations spéciales, vous n'avez pas fini avec vos gouverneurs, vos préfets, vos sous-préfets, vous venez encore à la base dans les quartiers pour créer des problèmes. Ils n'ont qu'à comprendre une chose, s'ils ont une idée cachée ou un agenda caché, même si le



CNRD nomme les chefs de famille, mais son plan machiavélique ne marchera jamais en Guinée, que cela soit clair», a martelé Ousmane Tolo Soumah à l'AG de l'UFR.

Kéfina Diakité

KALÉMODOU YANSANÉ À PROPOS DES INONDATIONS

« Les causes sont connues et c'est récurrent... »

L'Union des Forces Démocratiques de Guinée (UFDG) a tenu son Assemblée Générale Hebdomadaire le samedi 12 août. Une occasion que les responsables du parti de Cellou Dalein Diallo ont mise à profit pour commenter la situation sociopolitique qui prévaut dans le pays.



Dans son intervention de circonstance, le vice-président de l'UFDG, Kalémodou Yansané, après avoir présenté les condoléances aux familles des victimes des inondations de Conakry, n'a pas manqué

de pointer la responsabilité des autorités et de certains nantis. Pour le natif de Forécariah, les catastrophes survenues il y a quelques jours dans le grand Conakry n'est pas un fait nouveau. « Les causes sont connues et c'est récurrent, cela n'a pas commencé cette année. Chaque année, il y a des inondations, chaque année des pertes en vie humaine mais c'est toujours après les morts, qu'on voit les bulldozers qui vont casser les maisons des pauvres citoyens alors que c'est des choses qui doivent être étudiées avec des techniciens... Conakry est une péninsule que Dieu a

offerte à la Guinée, qui s'étend sur 36 km, avec une largeur de 2 à 6 km, avec 2 bassins, un bassin au nord et un autre bassin au sud. Toutes les eaux tombent sur les 2 bassins soit au sud vers les Gbessia, Matoto, Dabompa et au Nord vers les Ratoma. Nous avons toujours dénoncé l'obstruction des passages des eaux, les fortunés ont battu des maisons sur les exutoires naturels des eaux fluviales », a martelé Kalémodou Yansané, vice-président de l'Union des Forces Démocratiques de Guinée (UFDG) à l'assemblée générale du samedi 12 août.

Kéfina Diakité

COOPÉRATION

La Guinée et la BAD signent un accord de prêt d'environ 28 millions de dollars US

Le gouvernement de transition de la Guinée et le Groupe de la Banque africaine de développement ont signé, le 3 août 2023 à Conakry, un accord de prêt d'un montant d'environ 28 millions de dollars américains pour financer la mise en œuvre du Projet d'appui au développement agropastoral, à la digitalisation et à l'accès aux marchés en Guinée.

La signature de cet accord s'est déroulée entre le responsable-pays de la Banque en Guinée, Léandre Bassolé et le ministre guinéen de l'Économie et des Finances, Moussa Cissé. Et, en présence de la ministre du Plan et de la Coopération internationale, Rose Pola Pricemou ainsi que du ministre de l'Agriculture et de l'Élevage, Mamoudou Nagnalen Barry. « Nous souhaitons exprimer toute la reconnaissance du gouvernement guinéen à l'endroit de la Banque pour son appui aux efforts de développement de la Guinée. Nous nous félicitons de la qualité de la coopération et nous nous réjouissons de l'impact que le projet aura sur les populations guinéennes par l'amélioration de la sécurité alimentaire et nutritionnelle mais aussi des revenus des producteurs agricoles et éleveurs », a indiqué le

ministre Moussa Cissé, par ailleurs gouverneur-pays de la Banque. M. Cissé a également salué l'innovation apportée par le projet, notamment la digitalisation et l'inclusion financière qui garantiront un meilleur accès aux informations et une sécurisation des revenus des producteurs. Il a exhorté les acteurs et surtout l'Unité de gestion du projet à faire preuve de diligence et de dextérité dans la mise en œuvre du projet. Pour sa part, Léandre Bassolé a adressé « toute la gratitude de la haute direction du Groupe de la Banque au Gouvernement guinéen pour le soutien permanent à l'institution panafricaine de développement ». Il a également salué la franche collaboration et la compréhension mutuelle qui ont prévalu pendant

l'instruction du projet, avant de se réjouir de son impact sur les conditions de vie des populations guinéennes. Il a poursuivi en invitant les décideurs et acteurs de terrain à une meilleure utilisation des ressources mobilisées, notamment par une mise en œuvre efficace et efficiente du projet dont l'impact transformateur est attendu par les populations guinéennes. Approuvé le 14 juillet 2023, par le Conseil d'administration du Groupe de la Banque, le projet doit contribuer durablement à la résilience de la sécurité alimentaire et nutritionnelle, à l'amélioration des revenus et à l'inclusion financière des populations rurales de sa zone d'intervention. Plus spécifiquement, le projet a pour but, d'une part, de favoriser la promotion de la production de maïs et de soja en vue de sa transformation en aliments de volaille et de bétail et l'amélioration des



infrastructures de production, de transformation et de commercialisation des deux filières cibles ainsi que les infrastructures pastorales. D'autre part, il doit contribuer au renforcement de la résilience climatique des agro-éleveurs, à l'autonomisation des femmes ainsi qu'à la réduction des vulnérabilités

et des inégalités entre hommes et femmes dans le secteur agricole. En outre, le projet apportera l'innovation et le transfert de technologies et stimulera l'inclusion financière des acteurs du secteur agricole. Enfin, un accent particulier sera mis sur la digitalisation de l'ensemble de la chaîne de valeur.

Mamadou Oury

POLITIQUE

François Louncény Fall signe son comeback avec un nouveau parti

Après la création du Front Uni pour la Démocratie et le Changement FUDEC en 2009, l'ancien Premier ministre François Louncény Fall, lance une nouvelle formation politique. L'Union Nationale des Patriotes de Guinée (UNPG), c'est le nom du parti que va diriger, l'ancien diplomate. Il a officiellement lancé ses activités le samedi 12 août 2023 à Conakry en présence de plusieurs acteurs politiques guinéens dont Fodé Oussou Fofana, le vice-président de l'UFDG. Nous vous proposons ci-dessous l'essentiel de son discours prononcé à cette occasion.

« C'est au regard des enjeux actuels et futurs auxquels fait face notre pays et de l'appel pressant de nombre de patriotes de toutes les régions naturelles du pays m'encourageant à me réengager dans la politique, que j'ai décidé avec les fils et filles du pays portant les mêmes aspirations et les mêmes valeurs de créer le mouvement politique dénommé: L'Union Nationale des Patriotes de Guinée-UNPG

Nous sommes réunis ici aujourd'hui pour célébrer un moment historique sous la bannière de l'Union Nationale des Patriotes pour le bien, rien que pour le bien de notre cher pays, la République de Guinée. Je suis honoré de me tenir devant vous en tant que fondateur de ce grand parti. En cette circonstance exceptionnelle, je suis honoré de partager avec vous ma vision pour notre nation afin de réussir ensemble, tous ensemble, le sursaut patriotique qui s'inscrira en lettre d'or dans les annales de l'histoire. Ensemble, nous sommes et serons toujours plus forts. L'Union Nationale des Patriotes incarne l'unité, la fraternité et la solidarité entre toutes les composantes de notre société. Nous croyons fermement que la diversité de notre nation est notre plus grande richesse. C'est en valorisant nos différences culturelles, ethniques et sociales que nous pourrions avancer vers un avenir plus prospère.

Ce parti politique ouvert à tous, se définit comme un rassemblement de Guinéennes et de Guinéens, soucieux de servir la Guinée et de contribuer efficacement à son développement



harmonieux, en vue de satisfaire les besoins essentiels des populations. Sur la voie de cette exaltante mission, nous aurons à cœur d'œuvrer avec toutes les compétences, aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays, pour consolider les fondements du développement économique et social de notre pays.

La création d'une banque de développement agricole sera un socle sur lequel reposera cette nouvelle politique agricole. L'utilisation rationnelle et la transformation sur place de nos ressources naturelles s'inscrit en priorité dans notre programme. Elle sera un puissant levier de développement. C'est elle qui nous fournira une indispensable valeur ajoutée... En tant que patriotes, nous avons la responsabilité de protéger notre environnement et d'utiliser nos ressources naturelles avec sagesse. Notre engagement en faveur du développement durable permettra aux générations futures de continuer à bénéficier des richesses de notre pays. Le pays sera

considérablement industrialisé. Ne nous leurrions pas, tant que nous continuerons à importer tout et tout, de l'aiguille à coudre au tracteur à labourer, nous n'irons nulle part. L'industrialisation à outrance du pays sera la clef de voute de notre développement. Nous en avons largement les moyens. Nous le ferons. Nous emboîterons le pas à la transition qui a mis notre bauxite sur ce chemin salubre. La mise en place d'un cadre juridique favorable, indispensable pour attirer les investissements privés nécessaires à la création d'unités industrielles, de petites et moyennes entreprises sera enclenchée dès les premiers mois après l'élection de l'UNPG.

L'électrification de toutes les villes et la construction de micro-barrages pour l'électrification de toutes les communautés rurales du pays seront au cœur de notre programme. En cette matière, Une véritable offensive sera menée. Dès la proclamation des résultats des élections présidentielles, et si bien sûr nous l'emportons

comme nous l'espérons, nous commencerons le travail en lançant les bases de notre plan d'électrification. Pour ce faire, nous n'attendrons pas les apports étrangers, nous commencerons par utiliser les ressources internes avant de nous adresser tous azimuts aux bailleurs de fonds bi et multilatéraux... Il est également impératif d'entamer une transition territoriale en promouvant une urbanisation équilibrée et maîtrisée. Nous créerons des pôles de développement régionaux pour désengorger les grandes villes, améliorer les conditions de vie dans les zones rurales et favoriser un développement harmonieux de tout le territoire.

Au plan politique, la réconciliation nationale s'impose comme une priorité pour l'UNPG. Cette réconciliation, nous ne pourrions aucunement continuer à en faire l'impasse. En effet, au risque de fragiliser davantage le tissu social et de compromettre son développement socio-économique la Guinée après tant de tragédies et tant d'événements douloureux qui ont jalonné son histoire, qui ont frappé sans exception toutes ses communautés dans leurs chairs et dans leurs âmes, la Guinée dis-je, ne saurait faire comme si jamais rien ne s'y était passé. Ce serait, à n'en pas douter, mener une politique d'autruche... Il nous faut en effet pouvoir extirper les rancœurs de nos cœurs meurtris afin de créer les conditions morales, psychologiques et sociales d'un meilleur vivre ensemble. Ce vivre ensemble, j'insiste, est indispensable pour bâtir dans l'unité, la fraternité, la Guinée nouvelle, la Guinée de demain à laquelle nous aspirons légitimement tous et chacun.

Nous resterons convaincu que rien de tout ça ne sera possible que par la grâce de Dieu », a dit François Louncény Fall dans son discours.

Samuel Demba. D

Lisez le journal
numérique sur le site

Kéfinafasso
www.kefinafasso.com

Votre site indépendant d'information tous azimuts.

RÉGIONS ADMINISTRATIVES

Nomination de nouveaux directeurs et chefs de cabinet

Le mercredi 09 août 2023, le président de la transition, le colonel Mamadi Doumbouya, a nommé les nouveaux directeurs et chefs de cabinet au niveau des 8 Gouvernorats que compte le pays (Conakry, Kindia, Boké, Mamou, Labé, Faranah, Kankan, N'Zérékoré). C'était à travers un décret lu à la télévision nationale.



Région administrative de Conakry

Directeur de cabinet : Mohamed Sacko, administrateur civil de la direction générale des collectivités au ministère de l'Administration du Territoire et de la Décentralisation.

Cheffe de cabinet : Kadiatou Ahmed Sylla, experte en genre, anciennement coordinatrice du projet de renforcement des activités génératrices de revenus des femmes dans les régions de Conakry et Kindia.

Région administrative de Boké

Directeur de cabinet : Gnalen Condé, ancienne préfète, préalablement en service à la direction générale de l'Administration et du Territoire.

Chef de cabinet : Alsény Barry, précédemment conseiller chargé de la gouvernance territoriale participative au gouvernorat de Mamou.

Région administrative de Kindia

Directeur de cabinet : Mamadou Lamarana Ditinn Barry, anciennement chef du service régional d'appui aux collectivités de la coordination des coopératives et des organisations non gouvernementales de la région de Kindia.

Chef de cabinet : Mamadi Matenin Konaté, juriste, auparavant assistant juridique au cabinet du ministre de l'Administration du Territoire et de la Décentralisation.

Région administrative de Mamou

Directeur de cabinet : Almamy Simbali Camara, ancien directeur de cabinet du gouvernorat de la région administrative de Kankan.

Chef de cabinet : Mamadi Bandjan Keïta, précédemment chef de cabinet par intérim du gouvernorat de Kindia.

Région administrative de Labé

Directeur de cabinet : Siné Magassouba, ancien secrétaire général de la préfecture de Faranah.

Chef de cabinet : Alphadjo Sow, auparavant chef du service régional d'appui aux collectivités et de coordination des coopératives et des organisations non gouvernementales de la région de Mamou.

Région administrative de Faranah

Directeur de cabinet : Siba Zogotamou, ancien conseiller juridique au gouvernorat de Conakry.

Chef de cabinet : Mamadou Mousliou Diallo, précédemment chef de cabinet par intérim du gouvernorat de Labé.

Région administrative de Kankan

Directeur de cabinet : Aboubacar Tounkara, ancien chef du service régional d'appui aux collectivités et de coordination des coopératives et des organisations non gouvernementales de la région de Labé.

Chef de cabinet : Sanassa Touré, confirmée.

Région administrative de N'Zérékoré

Directeur de cabinet : Tidiane Soumah, précédemment directeur de cabinet du gouvernorat de Boké.

Chef de cabinet : Étienne Sandouno, anciennement chef du service régional d'appui aux collectivités et de coordination des coopératives et des organisations non gouvernementales de la région de Conakry.

Mamadou Oury

COL. KABINET TRAORÉ, NOUVEAU DGA DE L'HÔPITAL DONKA

« Je vous exhorte au respect strict de l'être humain »

Dr Abdoulaye Kaba, jusque-là Directeur Général Adjoint du Centre Hospitalo-Universitaire Donka a passé le témoin au Médecin Colonel Kabinet Traoré, ancien directeur du service de santé de l'armée. La cérémonie de passation a été présidée par l'inspecteur général adjoint du Ministère de la Santé et de l'Hygiène Publique le mercredi 09 août 2023, dans l'enceinte de cet établissement sanitaire.

Nommé en décembre 2021, Dr Abdoulaye Kaba, spécialiste en cardiologie, a passé vingt-un mois dans ses fonctions avant d'être débarqué. Avant de partir, le personnel soignant et administratif de l'Hôpital national Donka lui a rendu un hommage digne de son rang pour ces moments de partage professionnel et social.

Mais avant de rendre définitivement le tablier, le DGA sortant de Donka a réaffirmé sa disponibilité au service de la nation.

« Je suis fier d'avoir participé à la réouverture de tous les services de l'Hôpital national Donka. Je sais que la force d'un homme de vision réside dans sa foi. C'est pourquoi, je reste entièrement à la disposition des autorités du ministère de la santé pour servir mon pays avec dignité, honneur, abnégation et loyauté », a-t-il promis.

La nomination d'un officier supérieur au poste de Directeur général adjoint de l'hôpital Donka est une première en Guinée. Le nouveau promu mesure la tâche qui l'attend mais demande l'implication de tout le personnel pour relever le défi.

« Chers confrères, je mesure la teneur de cette mission pour laquelle que je fus nommé. Je prie le Bon Dieu qu'il me donne la capacité nécessaire physique, intellectuelle et morale pour la mener bien à bon port dans la parfaite cohésion et d'entente entre nous. La nomination d'un officier supérieur au poste

est une première en Guinée et s'inscrit dans le cadre de la coopération civilo-militaire. Sur ce, il revient à nous de confirmer ce rapport de confraternité entre le service de santé des armées et le ministère. Ce sont nos intérêts partisans et égoïstes qui mettent en péril nos objectifs. J'invite tout le personnel à prendre en compte à l'égard de ce fléau qui gangrène notre société. Je voudrais aussi vous exhorter au respect strict de l'être humain depuis sa conception jusqu'à sa mort.

Chers confrères, vous savez pertinemment que le système de santé d'un pays est un indicateur excellent pour juger le niveau de développement socioéconomique de ce pays. C'est pourquoi, le premier discours du président de la transition après le 05 septembre 2021, il a pris des engagements fermes dans le but de changer le paysage sanitaire de notre pays de façon positive et spectaculaire. Et, cela ne sera possible que grâce à vos volontés, déterminations et engagements », a sollicité le Médecin Colonel Kabinet Traoré.

À la fin de la cérémonie, le directeur général adjoint sortant de Donka, a remis le symbole du pouvoir à son successeur. Dr Mohamed Camara, inspecteur général adjoint du Ministère de la santé a exhorté le DGA entrant, à un esprit d'ouverture envers le personnel en place.

Samuel Demba. D

MANIFESTATIONS SUR L'AXE HAMDALLAYE-KAGBELEN

De l'argent et des motos pour des victimes du régime Alpha

Le ministre porte-parole du gouvernement de transition, Ousmane Gaoual Diallo, accompagné de personnes de bonne volonté, a cru devoir voler au secours de 9 de des victimes des manifestations politiques sous le régime du professeur Alpha Condé. A noter que certaines de ces victimes sont handicapées à vie.



Pendant les onze ans de présidence du professeur Alpha Condé, beaucoup de victimes ont été enregistrées lors des manifestations politiques sur l'axe Hamdallaye-

Kagbelen, en passant par Bambéto, Cosa, Wanindara, Sonfonia, Cimenterie et Bailobaya. Le ministre Ousmane Gaoual Diallo, accompagné de

personnes de bonne volonté, a cru devoir voler au secours de 9 de ces victimes, dont certaines sont handicapées à vie. L'actuel ministre porte-parole du gouvernement leur a offert 18 nouvelles

motos, des dizaines de millions de francs guinéens et a permis l'évacuation de 4 personnes en Tunisie pour des soins. Parmi les bénéficiaires figurent 2 jeunes touchés par balle à Koloma et Bambeto entre 2012 et 2013 et la femme de Roger Bamba décédé en prison en 2020. La remise officielle a eu lieu le jeudi 10 août, à la maison des jeunes de Kipé, dans la commune de Ratoma.

Dans son intervention de circonstance, le président du Mouvement pour l'Alternance en Guinée, Baba Alimou Barry, initiateur de cette œuvre humanitaire, a dit ceci : « Je suis trop touché par ce geste humanitaire

venant des bonnes volontés qui ont accepté d'accompagner ce projet, pour venir en aide à des personnes démunies, victimes des manifestations pacifiques en Guinée ces dernières années... Nous remercions toutes les personnes qui ont accepté de soutenir cette initiative en accompagnant le ministre Ousmane Gaoual Diallo pour donner ces motos aux bénéficiaires et de financer l'évacuation des 4 personnes, qui sont des jeunes victimes des manifestations en Tunisie pour bénéficier des soins adéquats »

Mamadou Saïdou

VICTIMES DES INONDATIONS

Coyah rend hommage au jeune héros Aboubacar Kourouma

La maison des jeunes de Coyah a servi de cadre le mercredi 9 août 2023, au symposium organisé à la mémoire du jeune héros Aboubacar Kourouma, mort noyé en tentant de sauver des vies.

Les autorités préfectorales et communales ainsi que les populations de Coyah et environs ont tenu à rendre un vibrant hommage au jeune Aboubacar Kourouma, décédé le dimanche 6 août 2023 dans les inondations. C'est la maison des jeunes qui a servi de cadre au symposium organisé à la mémoire de ce jeune héros. Le président de la transition, le colonel Mamadi Doumbouya, s'est fait représenter par son épouse, Lauriane Doumbouya, accompagnée d'une importante délégation ministérielle.

« Pendant que ses camarades disaient qu'ils sont fatigués, il s'est décidé de faire traverser la dernière personne

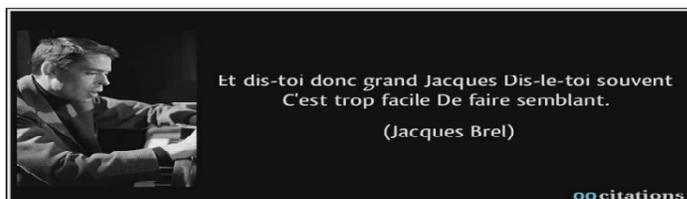
qui était avec une vieille personne dans une maison, mais cette personne disait que lui peut rester, mais de sauver l'autre qui était encore très faible. Il s'est engagé pour sauver la dernière personne et Dieu a choisi son chemin, c'est là où il a rendu l'âme.

On n'a pas été orphelin pour ce drame, toutes les autorités, le Gouverneur de Kindia, les ministres, le CNT sont venus au secours de la population de Coyah, Manéah et Kouria. Que l'âme du défunt repose en paix, que Dieu protège la Guinée. », a déclaré le maire de la commune urbaine de Coyah, Abou Soumah.

« C'est grâce à l'esprit patriotique et à la bravoure du

collectif des amis dirigé par le guerrier Aboubacar Kourouma, qui a eu le courage et l'amabilité de nous réunir en jeunes volontaires, malgré le manque de moyens techniques, d'expériences professionnelles en la matière, que nous avons pu sauver la vie des enfants, des femmes et des vieilles personnes en détresse », a témoigné un des amis du défunt. Que son âme repose en paix !

Mamadou Oury



Et dis-toi donc grand Jacques Dis-le-toi souvent
C'est trop facile De faire semblant.

(Jacques Brel)

qq citations

INTERDICTION DE LA CHANSON

«GOÛTER-RESTER»

Tenin Diawara brise le silence

L'Office de protection du Genre, de l'Enfant et des Mœurs (OPROGEM) a pris récemment la décision d'interdire, sur toute l'étendue du territoire national, la chanson "Goûter-Rester" de l'artiste Tenin Diawara. C'est à travers une vidéo que celle qui se fait appeler la Reine de Banian, a réagi à cette interdiction.

« Me dire que ma musique est supprimée, cela ne mettra pas fin à ma carrière, que vous retenez cela. Je dirais à mes fans de me suivre puisqu'on ne peut aller contre la décision des autorités puisqu'on dit qu'on ne peut braver une décision étatique. Je suis sous le coup de la sanction, j'espère qu'elle sera valable pour ceux

qui ont fait pire que moi. Que ça soit fait ou pas, je donne pour moi à Dieu. Ça ne me dérange pas, que mes fans se concentrent sur moi, je ne veux entendre aucun fan à ce sujet puisque ça n'a pas d'impact sur ma carrière. En Guinée, je ne suis pas une petite personne, parce que quand il s'agit de moi ça peut faire vibrer les réseaux pendant des jours. Quand je mourrai, on mettra le drapeau guinéen sur moi donc que mes fans se calment... C'est seulement en Guinée qu'une star est privée de voir son président. Mais dès qu'un artiste étranger débarque, tu peux facilement voir les images de ce dernier avec ton responsable. Ils pensent qu'ils agissent contre nous mais au contraire. Vous pensez que c'est à moi que vous faites de la méchanceté? Au contraire vous faites ma promotion », a réagi Tenin Diawara, la Reine de Banian.

Mamadou Oury

CRISE AU NIGER

Le regard d'acteurs politiques guinéens

Le 31 juillet dernier, le Comité national du rassemblement pour le développement (CNRD), qui est aux commandes de la Guinée depuis le 5 septembre 2021 a fait part de son désaccord concernant les sanctions préconisées par la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (Cédéao) envers les putschistes nigériens. Une prise de position diversement appréciée à Conakry dans le monde politique.

L'En Guinée, la junte au pouvoir depuis septembre 2021, dirigée par le colonel Mamadi Doumbouya, affiche son soutien à son homologue du Niger qui a pris le pouvoir le 26 juillet dernier et elle l'a fait savoir à travers un communiqué, s'adressant notamment à la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (Cédéao).

Le Comité national du rassemblement pour le développement (CNRD), organe dirigeant de la junte guinéenne, affirme dans ce communiqué que « la prise de responsabilité par le CNSP [Le Conseil national pour la sauvegarde de la patrie, NDLR] » a suscité l'intérêt et le soutien des autorités guinéennes envers « les braves populations du Niger ».

Cette prise de position des



autorités guinéennes a été diversement interprétée dans les grands salons et dans les états-majors politiques à Conakry.

Les soutiens de la junte, eux, approuvent cette prise de position. Ansoumane Fofana, le président du Parti républicain pour le renouveau,

affirme ainsi : « Le CNRD vient de confirmer la souveraineté de la Guinée. Le colonel Mamadi Doumbouya prouve que la politique étrangère est neutre et dont le socle est le panafricanisme. Je dirais à la Cédéao que toute intervention au Niger sera vue comme un acte de guerre ou comme une provocation. »

En revanche, pour Cellou Baldé, membre de l'Union des forces démocratiques de Guinée (UFDG) et de l'Alliance Nationale pour l'Alternance et la Démocratie (Anad), l'une des principales coalitions politiques du pays, le CNRD ne doit pas entraîner la Guinée dans cette aventure : « Le CNRD n'a pas la légitimité d'engager le peuple de Guinée dans une confrontation avec les institutions de la sous-région, d'autant plus qu'ils ont souscrit à l'agenda dynamique

des 24 mois pour revenir à l'ordre constitutionnel. Pour moi, ce n'est ni moins, ni plus une velléité de confisquer le pouvoir, de ne pas respecter les délais par rapport au retour à l'ordre constitutionnel. »

Pour lui, les dirigeants de ces quatre pays francophones ouest-africains ont un agenda caché. Cellou Baldé lance : « Ces quatre pays-là sont en train de vouloir créer un syndicat au sein de l'institution sous-régionale qu'est la Cédéao et cela constituerait un précédent dangereux pour la démocratie et l'État de droit. »

Il faut rappeler que cette prise de position du CNRD est signée par le chef d'état-major des armées, le général Ibrahima Sory Bangoura.

Mamadou Oury

ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE

Nomination d'un procureur spécial pour enquêter sur le fils du président

L'e vendredi dernier, le ministre américain de la Justice a annoncé la nomination d'un procureur spécial pour enquêter sur Robert Hunter, le fils du président Joe Biden. L'ancien président Donald Trump, est lui aussi dans le collimateur de la justice de son pays. Ce qui assombrit considérablement son horizon politique.

Même si aucun détail n'a été donné par le ministre Merrick Garland sur le contenu de l'enquête du nouveau procureur spécial, il faut noter que cette annonce intervient alors que Joe Biden est en campagne pour un deuxième mandat, et la Maison Blanche n'a pas réagi à la nouvelle.

David Weiss, un procureur fédéral, enquêtait déjà sur « des allégations de conduite criminelle par, entre autres, Robert Hunter Biden », a déclaré M. Garland lors d'une brève allocution.

« Il a demandé à être nommé. Après avoir examiné sa requête, ainsi que les

circonstances extraordinaires entourant ce sujet, j'ai conclu qu'il était dans l'intérêt général de le nommer procureur spécial », a poursuivi Merrick Garland.

Hunter Biden, 53 ans, est accusé par la justice d'avoir fraudé le fisc et d'avoir acquis une arme à feu alors qu'il était toxicomane.

Mais il est aussi pris pour cible depuis des années par le prédécesseur de son père, Donald Trump, et de nombreux autres républicains, qui l'accusent de corruption.

Les parlementaires conservateurs lui reprochent notamment d'avoir fait des affaires douteuses en Ukraine et en Chine alors que Joe Biden était vice-président de Barack Obama (2009-2017), en capitalisant sur les réseaux et le nom de son père.

Ils assurent aussi que le ministère de la Justice tente à tout prix d'éviter une peine de prison pour le fils de l'actuel président.

La nomination de David



Weiss n'a pas fait taire les détracteurs de Hunter Biden.

« On ne peut pas faire confiance à David Weiss et c'est juste un nouveau moyen d'étouffer la corruption de la famille Biden », a dit à l'AFP Russell Dye, porte-parole du président de la commission

des affaires judiciaires Jim Jordan.

Un porte-parole de Donald Trump a de son côté accusé le ministère de la Justice de protéger la famille Biden « depuis des décennies ».

« Si ce procureur spécial est

réellement indépendant (...), il conclura vite que Joe Biden, son fils à problèmes Hunter et leurs complices (...) devraient répondre de leurs actes », a-t-il ajouté.

Une synthèse de Mamadou Oury